

À qui d'écrire le futur ?

Author : greg

Date : 17 décembre 2014

C'est fou cette capacité de synthèse qu'on peut trouver chez Google quand il s'agit de clarifier la situation. Nous étions là, à nous demander comment saisir le problème qui pointe dans l'éducation aux technologies numériques et voilà qu'Eric Schmidt, président exécutif du conseil d'administration de la firme de Mountain View, nous offre la formulation parfaite. Il a récemment ouvert un cycle d'interventions initiées par Nelly Kroes, ex-commissaire européenne à la société numérique. Une série sobrement intitulée « Boosting Digital Europe - Essays Digital from the best digital minds on creating a new Europe ». À cette occasion, il a posé de manière limpide l'alternative qui s'offrirait à nous : ou bien l'Union Européenne lève les obstacles (réglementaires, bureaucratiques, tout ça) et fait ce qu'il faut pour s'adapter à l'innovation technologique, ou bien elle fera face au chômage de masse.

Nous pouvons maintenant faire notre choix, tranquillement et en toute connaissance de cause. Ah, oui, il nous faudrait peut-être ajouter un petit détail pour favoriser la bonne compréhension. Eric Schmidt parlait à partir d'un cas précis (les exemples, c'est toujours mieux pour

expliquer), celui de la réticence de certains pays européens face à l'implantation de « Uber » (la fameuse application de co-voiturage, si contestée par les chauffeurs de taxi). Une start-up qui a le vent en poupe et dans laquelle Google a investi environ 200 millions d'euros. Bref, l'innovation technologique dont il est ici question, c'est celle qui reste essentiellement déterminée par l'industrie du secteur. L'année passée, Eric Schmidt a co-signé un livre qui s'intitule, dans sa traduction française, À nous d'écrire l'avenir. Et « nous », c'est Google. Qu'on ne vienne pas leur reprocher de ne pas dire clairement les choses.

Bien sûr, nous aurions dû comprendre que cette information n'avait presque aucune importance. Rien à voir avec l'intervention d'Eric Schmidt qui nous a expliqué tout cela dans l'Intérêt Général, à la demande de la commissaire (sortante) en charge de la société numérique, pour nous aider à construire une « nouvelle Europe » – alors que lui est un homme fort occupé, qui plus est américain (c'est dire le niveau de désintéressement). D'ailleurs, nous avons commencé par vous dire à quel point il nous avait aidés dans notre compréhension du problème. Bref, nous vous avons fait part de cette petite précision par une sorte d'atavisme. Pardonnez-nous et mettez ça sur le compte de notre indémodable côté old school qui nous pousse à croire qu'il y a de la politique là où il n'y a que de la pédagogie.

Pour préparer ce dossier, nous avons rencontré plusieurs chercheurs, dont Jérémy Grosman, François Thoreau et Nathan Charlier ¹. Ces derniers nous ont fort bien expliqué à quel point la question du développement des technologies numériques restait très peu politisée. Ce n'est pourtant pas qu'elle ne pourrait impliquer en rien des bouleversements dans les institutions (bien au contraire), c'est juste que cela ne fait pour ainsi dire pas débat. Toute une série de dispositifs neutralisent en permanence le secteur. Jérémy nous a notamment raconté comment, dans un colloque sur Big Data, un ingénieur qu'on interrogeait sur les applications possibles de l'outil qu'il présentait avait répondu qu'on ne demande pas à celui qui fabrique des couteaux de penser à l'usage qu'on en fera.

C'est la face cachée du discours sur l'autonomie de la recherche. François et Nathan pensent d'ailleurs qu'au-delà des intentions de ceux qui le portent, il nous mènera à coup sûr dans une impasse : l'enjeu n'est pas de garantir l'indépendance des cerveaux au travail dans les laboratoires, au contraire, la stratégie consisterait plutôt de réussir à impliquer ceux-ci dans une communauté d'utilisateurs. Le mot d'ordre, Jérémy nous le donne (en le reprenant au philosophe Gilbert Simondon) : il s'agit de libérer les objets techniques.

Mais de quoi, de qui ? La discussion avec François et Nathan nous a rappelé toute l'importance de replacer un discours dans le contexte qui l'a vu naître. Celui que les pouvoirs publics tiennent aujourd'hui sur l'économie de la connaissance et de l'innovation a vu le jour dans les années 1980. Il est marqué par la disparition des grandes infrastructures industrielles et par l'importance des pertes d'emplois que cela a entraîné. Ce sont là les prémices d'une ère nouvelle. Celle qui consacra le triomphe de la révolution néo-conservatrice.

Voilà pourquoi il nous faut, encore une fois, rendre grâce aux capacités pédagogiques d'Eric Schmidt. Il nous permet de comprendre jusqu'à quel point notre rapport à l'innovation technologique est en partie lié au chantage à l'emploi. Nous devons (nous) y investir pour

retrouver la croissance. Il faudra s'adapter personnellement et envisager collectivement les réformes nécessaires. Et puis ne rechigner à faire évoluer le code de propriété intellectuelle, la manière de concevoir l'apprentissage (pensez « long life education ») et le monde du travail (actuellement encore trop rigide, dans nos contrées, pour permettre aux autochtones de devenir chauffeurs de taxi grâce à Uber ou aubergiste avec Airbnb).

Loin de nous l'idée de camper sur des positions hostiles à toutes mutations. Vraiment. C'est juste que nous aimerions avoir notre mot à dire sur la tournure qu'elles prendront. Si c'est possible. Ce dont il faut libérer la technique, pour reprendre le mot d'ordre, c'est de l'emprise de ce mauvais sort politique par excellence : TINA ².

Mais pourquoi vous parler de toute cela ici : quel rapport y aurait-il avec la question censée nous occuper qui est celle de l'éducation (permanente) aux technologies numériques ? Beaucoup puisqu'il s'agit précisément « de développer, principalement chez l'adulte, [...] des capacités d'analyse, de choix, d'évaluation et d'action » ³. Et qu'aujourd'hui cela passe par un politisation de ce qu'on appelle les TIC ⁴. L'école, nous l'avons vu dans les pages précédentes, se charge de réduire la « fracture numérique de second degré » [voir page 35]. Cette tâche peut légitimement être envisagée comme un impératif primordial pour permettre à tout un chacun de ne pas perdre pied dans l'économie de la connaissance et de l'innovation (qui plus est globalisée).

Mais qui s'occupe de « la fracture numérique de troisième degré » ? Celle dont la réduction permettra à tout un chacun de ne pas simplement trouver une place dans le cadre mais d'avoir une influence sur lui. Parce que nous pouvons démultiplier nos compétences communicationnelles mais tant que nous ne concevons pas les machines (numériques, politiques ou autres) avec lesquelles nous produisons, les dispositifs dans lesquels nous les utilisons et les usages que nous pouvons en faire, en définitive, nous resterons ce qu'il convient d'appeler des prolétaires ⁵. Cybermandai-e-s était d'ailleurs le nom d'un collectif qui portait ce message il y a déjà plus de dix ans.

Les pronétaires ⁶ ont beau être cool et high tech, ça ne leur donne pas automatiquement droit au chapitre. D'ailleurs ils n'ont pas été invités à penser la « nouvelle Europe » par Nelly Kroes. Pour cela, il faudrait qu'ils récupèrent de la capacité à construire un autre projet (que celui présenté par Eric Schmidt & co). Nous croyons que notre mission d'éducation permanente consiste à travailler pratiquement à l'élaboration de cette alternative.